

*Impôt sur le revenu*

climat économique les encourageant à engager des travailleurs et à stimuler l'économie des régions où elles se sont implantées.

Dans tous les cas, nous avons constaté que non seulement ces compagnies n'élargissaient pas leurs activités, mais qu'elles congédiaient même des travailleurs. Dans tous les cas nous avons vu ces quatre compagnies, recevoir à la suite du budget dont nous discutons aujourd'hui, des cadeaux et des concessions fiscales supplémentaires du gouvernement du Canada. Je suis persuadé que ce genre de cadeaux ne va pas créer des emplois au Canada ni stimuler l'économie. En fait, ils n'ont guère influencé les décisions des compagnies lorsqu'elles ont dû choisir un lieu pour exploiter une mine ou construire une usine.

Dans le cas de l'INCO, les profits qu'elle a réalisés au Canada lui servent à exploiter des mines en Indonésie et au Guatemala. La politique du gouvernement actuelle a été mauvaise selon moi; elle n'aide en rien le Canadien moyen.

Je n'ai cité que quatre exemples, monsieur l'Orateur, mais il y a des centaines de cas où le gouvernement accorde de l'aide à des sociétés depuis des années même si les avantages qu'en tire la population du pays sont assez douteux sinon inexistantes. Selon moi, le gouvernement accorde sans doute plus d'aide aux sociétés que tout autre gouvernement du monde industrialisé.

Que nous apporte cette politique? Notre pays a le taux de chômage le plus élevé de tous les pays industrialisés. Je ne crois pas qu'il y en ait un seul autre dont le taux de chômage soit aussi élevé. En préparant mon discours, j'ai lu certaines statistiques sur le chômage dans le monde. J'ai trouvé certains chiffres très intéressants à l'égard des taux de chômage entre 1960 et 1974. Ces statistiques portent sur les États-Unis, le Japon, le Canada, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède. Il suffit de lire cette liste pour voir que le Canada, une société industrialisée avec une population instruite et hautement qualifiée, est doté de ressources beaucoup plus abondantes que la plupart des autres pays.

Lequel parmi les pays en question, monsieur l'Orateur, a eu, croyez-vous, le chômage le plus élevé durant ces quinze années? C'est le Canada. Notre chômage a été en moyenne de 5.4 p. 100 pendant cette période. C'est très élevé. Et si l'on tenait compte des dernières statistiques, cette moyenne serait, bien sûr, plus élevée encore. Au cours de ces 15 ans, notre chômage a oscillé entre un maximum de 7.1 p. 100, et un minimum de 3.9 p. 100.

Penchons-nous sur le cas de quelques pays se situant à l'autre extrémité de l'échelle. L'Allemagne de l'Ouest, bien qu'elle ait été dévastée au cours des deux grandes guerres et divisée en deux il y a 30 ans à peine, est le pays qui a eu le moins de chômage. Son chômage moyen de .8 p. 100 prouve que c'est un pays qui sait gérer son économie et ses ressources de manière à ce que ses citoyens mènent une vie active et productive. Au cours de ces 15 années, le plus haut taux de chômage enregistré en Allemagne de l'Ouest a été de 2.1 p. 100, et le plus bas, de .3 p. 100.

Au Canada, par contre, si nous n'avons que 3 p. 100 de sans emploi nous trouvons que le chômage est inexistant—que nous avons le plein emploi, avec uniquement un petit nombre de chômeurs qui attendent de se faire réembaucher. Mais à son niveau le pire, le chômage en Allemagne en 15 ans n'a pas dépassé 2.1 p. 100. Je conclus de ces statistiques que notre pays, étant donné les ressources dont il dispose, a été très mal gouverné. Pendant que j'ai ces statistiques en main, permettez-

moi de citer le cas de quelques autres pays. Le Japon, par exemple, a un chômage moyen de 1.3 p. 100. En 15 ans, il a atteint un maximum de 1.7 p. 100 et un minimum d'environ 1.1 p. 100. En France, la moyenne s'établit à 2.3 p. 100, avec un maximum de 3 p. 100, et un minimum de 1.6 p. 100. Chaque pays fait meilleure figure que le Canada en matière d'emploi. En Suède, le chômage était en moyenne de 1.9 p. 100, oscillant entre 2.7 p. 100 et 1.9 p. 100.

Les pays en question n'ont pas tous élu des gouvernements social-démocrates ou socialistes démocratiques. Parmi eux, un grand nombre ont eu des gouvernements conservateurs ou libéraux pendant des années notamment l'Allemagne de l'Ouest, le Japon et la France. Malgré cela, il se sont rendu compte de l'importance d'une bonne planification et d'une répartition judicieuse de leurs ressources. Ces pays se sont rendu compte que pour obtenir le plein emploi il ne suffisait pas d'amorcer la pompe en espérant que le liquide utilisé en l'occurrence l'argent, pénétrerait jusqu'au fond, stimulant du même coup l'embauche et l'économie. Ils s'aperçurent qu'il fallait autre chose pour relancer et revitaliser l'économie.

J'ai parlé tout à l'heure des quatre grandes compagnies qui ont reçu non seulement une foule de cadeaux et subventions au cours des années mais encore une aide accrue du ministre des Finances dans son dernier budget. J'ai remarqué que ces quatre compagnies avaient licencié du personnel ou qu'elles étaient sur le point de le faire. Ensemble, elles doivent une dizaine de milliards de dollars au gouvernement en impôt sur les sociétés et une dizaine de milliards en impôts différés. C'est dire que ces compagnies doivent une dizaine de milliards de dollars en impôts différés, sans intérêt. Imaginez ce que nous pourrions créer comme emplois dans des endroits comme la Gaspésie et Terre-Neuve avec l'intérêt sur ces 10 milliards de dollars. Ce que nous pourrions créer d'emplois. Les plus grandes compagnies au Canada doivent 9 milliards environ. Ce ne sont donc pas seulement les petites compagnies qui doivent ces sommes fabuleuses.

● (1652)

Qu'arriverait-il si le contribuable moyen essayait de différer ses impôts pendant quelques années? Il recevrait un avis très sec du ministre du Revenu national le sommant de payer ses impôts sur-le-champ sans quoi on lui imposerait l'amende prévue. Mais pour les grandes compagnies, c'est tout autre chose. Si, du fait qu'on diffère leurs impôts, les sociétés créaient des emplois, la situation serait autre; mais voyez l'Inco et ces autres sociétés dont j'ai parlé. Elles ont toutes reçu des dons énormes, mais dans tous les cas sans exception elle ont compressé leur personnel, ceux qui ont été licenciés se sont vus obligés d'accepter un pécule alors qu'ils désiraient travailler. Et cela, c'est mal.

Les sociétés auxquelles j'ai fait allusion ne sont pas les seules à profiter des derniers budgets. Il y en a encore d'autres. Ainsi, grâce à ce budget, la société Imperial Oil recevra un cadeau d'environ 3.9 millions de dollars. M. Chrétien se prend pour le Père Noël et il fera un cadeau d'environ 4 millions de dollars à Shell Oil, un de 3.3 millions à Gulf Oil, un de 1.3 million à BP et un de 1.2 million à Texaco, ce qui fait en tout un cadeau de 13.7 millions de dollars.

S'il y a bien un secteur qui n'a pas besoin de motivation ni de concessions fiscales, c'est bien celui du gaz et du pétrole. Depuis quelques années, les compagnies gazières et pétrolières